

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1894

Artikel: Le parti socialiste entre Congrès et élections
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009933>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le parti socialiste entre Congrès et élections

Yvette Jaggi • 15 décembre 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/16248>

Au seuil d'une riche année électorale, le PSS s'offre un débat interne, médias et bourgeois en embuscade

L'un est le vice-président de l'autre, pourrait presque être son fils et se profile comme son maître à vision, provocation et surtout communication. L'un, c'est Cédric Wermuth¹⁵, 24 ans, chef de file de la Jeunesse socialiste depuis juin 2008 et vice-président du parti socialiste suisse depuis 26 mois. L'autre, c'est Christian Levrat, 40 ans, conseiller national depuis sept ans et président du PSS depuis 32 mois.

Ce dernier se retrouve en train de faire la tournée des sections alémaniques, passablement remontées contre certaines des options prises au récent Congrès du PSS sur proposition de Cédric Wermuth, avec l'approbation des sections romandes. Mission laborieuse pour Christian Levrat qui, malgré sa notoire tolérance à l'égard des opinions divergentes au sein de son parti (*«les oiseaux ont besoin de deux ailes pour voler»*), préférerait croiser le fer avec les *«éléphants»* des partis bourgeois en sentant derrière lui un parti plus uni, à moins d'un an des élections au Conseil national.

S'agissant de relativiser et de tranquilliser tous azimuts, on imagine sans peine les arguments. L'abolition de l'armée? Une visée à long terme: elle se réalisera quand Ueli Maurer aura terminé son efficace travail de démontage de la défense nationale et pourra se

consacrer à sa mission de ministre des sports, quand le GSsA n'aura même plus d'initiative populaire à retirer. L'adhésion à l'Europe? La montée des oppositions, y compris dans le PS, ne change rien au fait qu'il vaudrait mieux entamer sans délai les négociations avec Bruxelles au lieu de devoir continuellement s'aligner sur une réglementation concoctée sans la Suisse. Dépasser le capitalisme? Cette formule chère aux socialistes jeunes et romands reprend en termes idéologiquement marqués la volonté de *«démocratie économique»* inscrite dans le projet de programme du PSS tel que soumis à ce fameux Congrès.

Ces explications de texte ne manquent pas de justesse, mais elles n'ont guère de chances de mettre fin au jeu dangereux¹⁶ qui se joue notamment à Zurich ni de produire l'effet apaisant recherché dans l'immédiat. En tout cas pas chez les pragmatiques que deviennent la plupart des élus dans les exécutifs ou aux Chambres fédérales. En proie à l'ironie plus ou moins mordante de leurs *«chers collègues»*, ils cachent mal leur inquiétude – compréhensible – en pensant aux prochaines échéances électorales, à commencer par les cantonales de Zurich le 3 avril 2011. Les résultats désastreux obtenus tout récemment à Thoune, où l'armée et ses fournisseurs assurent de nombreux emplois, confirment que les objectifs à long terme peuvent bel et bien influencer sur les

choix présents.

Ne parlons pas des solutions bricolées d'un jour à l'autre. Pas très malin de prétexter la maladie d'un secrétaire central pour différer la publication du programme voté à la quasi unanimité par les délégués présents au Congrès de Lausanne. A peine plus utile de demander enfin un rapport urgent sur les réformes institutionnelles après en avoir pendant des années nié la nécessité et l'intérêt. Très dangereux d'avoir dénoncé sur le moment le coup de force de la nouvelle attribution des portefeuilles au Conseil fédéral sans assurer le suivi, sous forme d'une analyse de la répartition effective des pouvoirs dans ce pays, pour agir en conséquence. Peu crédible, l'annonce d'une éventuelle recandidature de Micheline Calmy-Rey en décembre prochain, afin de mieux assurer le deuxième siège socialiste du Conseil fédéral, tarde à être rapportée au profit d'un calendrier plus sérieux, mais à peine moins périlleux.

Bref, le PSS discute encore autour de la caisse à sable alors que les autres partis se préparent activement en vue des élections de l'automne prochain. En ordre de marche depuis son *«grand rapport»* de Coinsins, l'UDC accroît son avance en matière d'agenda et d'organisation. Se situant de plus en plus à l'écart du monde politique mais jouissant d'un appui populaire récemment confirmé, la formation de MM. Blocher et

Brunner joue en virtuose un rôle de soliste qu'elle a les moyens personnels et financiers de valoriser. La question peu fédérale de l'école, qui suscite au quotidien des peurs et préjugés indéfiniment exploitables, représente la variante actuellement dominante des thèmes de l'immigration et de l'identité suisse, dont l'UDC fait désormais son fond de commerce dans les agglomérations urbaines comme autrefois dans les régions rurales. Privilégiant le dialogue direct avec le peuple, l'UDC fait mine de se désintéresser de la mise en œuvre des idées qu'elle lui souffle, comme en témoigne la tentation de refuser toute collaboration aux travaux du groupe chargé par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga d'étudier les modalités de renvoi des étrangers criminels. A l'UDC

de dicter l'ordre du jour, aux autres d'appliquer les décisions prises.

Rien n'étant jamais définitivement acquis ni perdu en politique, Christian Levrat peut encore redresser la barre en temps utile, c'est-à-dire sans délai. En tout cas sans attendre mars 2011, le mois où Cédric Wermuth quittera la présidence de la Jeunesse socialiste pour consacrer son temps et surtout son exceptionnel talent rhétorique à la défense et illustration de sa propre cause. Dès le printemps prochain en effet, le jeune homme se lancera à l'assaut du troisième siège socialiste argovien, que Doris Stump libérera après l'avoir occupé pendant quatre législatures. Il restera sans doute l'un des cinq vice-présidents du PSS et un membre influent du

Comité directeur.

Cette élection d'un socialiste qui s'annonce douée également pour le travail parlementaire et médiatique est ouvertement souhaitée par le président Levrat, lui-même tout à fait acquis à la personnalisation de la politique. Très exposé, il se trouve présentement à la tête d'un PSS affaibli par ses divergences internes, sans doute moins profondes dans les cantons et les villes qu'à l'échelle du pays. Une chance: le niveau national pèse moins dans une Confédération comme la Suisse que dans les autres Etats européens. Mais partout, à ce niveau en tout cas, la gauche s'avère en difficulté; lui manque une pensée forte, rassembleuse et mobilisatrice qui l'aide à mieux comprendre la crise financière et surtout à en tirer politiquement parti.

Hannibal Khadafi serait-il à nouveau arrêté aujourd'hui?

Alex Dépraz • 14 décembre 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/16231>

Entre les lignes du rapport parlementaire sur la crise entre la Suisse et la Libye

Entre le roman d'espionnage et le manuel d'instruction civique illustré, le rapport de la commission de gestion du Conseil des Etats sur la crise libyenne¹⁷ est une lecture qui nous apprend beaucoup sur le fonctionnement des institutions suisses.

Les médias ont surtout retenu la communication déficiente au sein du Conseil fédéral ainsi que

l'improbable cavalier seul de Hans-Rudolf Merz au cœur de l'été 2009. Plus encore que son épopée infructueuse à Tripoli, l'essai non transformé du président de modifier *a posteriori* une décision du Conseil fédéral – «*un agissement intolérable*» écrit à juste titre la commission (p. 64) – explique à lui seul sa démission prémonitoire.

Mais ne tirons pas sur le pianiste. A force de critiquer l'action du gouvernement, on en viendrait presque à oublier l'entière

responsabilité du régime libyen, lequel retenait illégitimement en otage deux ressortissants suisses sans fondement juridique sérieux en représailles de l'arrestation par les autorités genevoises du fils du colonel libyen et de son épouse.

Au contraire de la Libye, la Suisse est un Etat de droit. Le pouvoir n'est pas entre les mains d'un seul homme ni entre celles de quatre femmes et de trois hommes. La justice est indépendante et la Confédération doit composer avec les